ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 21 avril 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux professions auxiliaires de transport de marchandises", a donné le 4 mai 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e april 1966 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het beroep van tussenpersoon in het vervoer van goederen", heeft de 4e mei 1966 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet de permettre au Roi de subordonner à la possession d'une licence l'exercice de certaines professions auxiliaires de transport de marchandises.

Le projet vise explicitement les professions - qu'il définit - de commissionnaire de transport, de courtier de transport et de commissionnaire-expéditeur au transport; le Roi pourra également subordonner à la possession d'une licence l'exercice d'autres activités auxiliaires de transport.

La licence ne sera octroyée que moyennant la réalisation de conditions que le Roi déterminera après avoir pris l'avis de comités consultatifs.

Ces conditions concerneront soit le demandeur lui-même ou la personne chargée de la gestion de l'entreprise, telles les conditions relatives à l'absence de certaines condamnations ou à la compétence professionnelle, soit l'entreprise, telles les conditions relatives à l'équipement des locaux où s'exerce la profession, ou les capacités financières.

La licence pourra être refusée, suspendue ou retirée dans les cas prévus par le projet, à la suite d'une procédure fixée par le Roi. Cette procédure assurera les droits de la défense et organisera un recours administratif.

.../...

Les comités consultatifs donneront un avis tant sur l'octroi d'une licence que sur le refus ou le retrait de celle-ci.

Le Roi pourra en outre :

1° fixer, dans les conditions prévues par le projet, des taux de rémunération pour les activités soumises à licence;
2° arrêter diverses mesures dont l'objet est prévu dans le projet : renseignements statistiques, mesures d'enquête et de contrôle, taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat, etc...

Le projet prévoit enfin l'application de sanctions pénales indépendantes des sanctions administratives et organise la recherche et la constatation des infractions.

\+

\+ \+

Ce projet appelle les observations suivantes :

Intitulé.

Dans la version néerlandaise, l'intitulé pourrait être rédigé comme suit :

"Ontwerp van wet betreffende de beroepen van tussenpersoon op het gebied van het goederenvervoer".

.../...

Article 1er.

Au 3°, il serait préférable d'écrire : "... toute personne physique ou morale qui, moyennant rémunération, s'engage à ... ".

En ce qui concerne le premier alinéa de cet article, voir la version néerlandaise proposée.

Sans modifier en rien la portée du dernier alinéa, on pourrait le rédiger plus simplement comme suit :

"Au sens de la présente loi, la rémunération comprend tout avantage direct ou indirect quelconque en espèces ou en nature".

Article 2.

A l'alinéa 1er, les mots "délivrée conformément aux mesures d'exécution de l'article 4" devraient être remplacés par "délivrée conformément à l'article 4".

La même observation doit être faite pour l'alinéa 2.

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée pour l'alinéa 1er.

\+

\+ \+

L'alinéa 2 accorde au Roi le pouvoir de subordonner à la possession d'une licence l'exercice d'autres activités auxiliaires de transport de marchandises que celles qui sont visées à l'article 1er.

.../...

Les restrictions à apporter au libre exercice d'une profession sont en principe et traditionnellement réglées par le législateur. Il appartiendra à celui-ci d'apprécier s'il convient d'étendre aussi largement les pouvoirs du Roi.

\+

\+ +

Il est proposé de rédiger le début de l'alinéa 3 comme suit :

"Le Roi peut, en outre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer ...".

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée.

Article 3.

Le mot "également" est superflu et doit être omis.

Voir la version néerlandaise proposée pour cet article.

Article 4.

A cet article, il conviendrait que le législateur lui-même désigne l'autorité qui sera compétente pour octroyer, suspendre et retirer la licence dont la possession est nécessaire pour exercer une profession.

Si cette suggestion est retenue, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Les licences visées à l'article 2 sont accordées, refusées , suspendues ou retirées par ... aux conditions et suivant la procédure à déterminer par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

En ce qui concerne l'alinéa 2, voir la version néerlandaise proposée.

Article 5.

Cet article est relatif aux conditions que le Roi pourra imposer pour l'octroi d'une licence. Ces conditions concernent soit le demandeur lui-même ou la personne à qui la licence sera délivrée (1°), soit l'entreprise (2°).

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'énumération des conditions est limitative.

Au 1°, a, les mots "pour crime ou délit contre la foi publique ou pour fraude" sont imprécis. Si le Gouvernement entend se référer aux infractions qui, dans le Code pénal belge, sont rangées dans les parties relatives à ces matières ainsi qu'il l'a fait en matière d'hôtellerie (loi du 19 février 1963) et d'agences de voyage (loi du 21 avril 1965), il conviendrait d'adopter un texte s'inspirant de ces dispositions.

Au 2°, il est prévu que pourront être imposées des conditions relatives soit aux capacités financières de l'entreprise, soit à la constitution d'un cautionnement.

La manière dont le cautionnement sera constitué ou restitué ne concerne pas les conditions d'octroi de la licence. Il serait préférable de renvoyer les dispositions relatives au cautionnement dans l'article 10. D'autre part, si l'intention du Gouvernement était que le Roi pût, en cette matière, déroger aux règles du droit commun, il conviendrait qu'une telle dérogation soit expressément prévue, comme cela a été fait dans la loi du 21 avril 1965.

.../...

Compte tenu de cette observation, l'article 5 pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 5.-

L'octroi de la licence ne peut être subordonné qu'aux conditions suivantes :

1° en ce qui concerne le demandeur d'une licence, lorsque ce demandeur est une personne physique :

a) à l'absence de condamnations ... (comme au projet)...;

b) à l'obligation d'avoir effectué un stage pratique ... (comme au projet) ...;

c) le cas échéant, à la production de l'attestation... (comme au projet)... ;

2° en ce qui concerne l'entreprise :

a) à des conditions relatives aux locaux où s'exercent les activités couvertes par la licence;

b) à des conditions relatives soit aux capacités financières, soit à la constitution d'un cautionnement.

Lorsque le demandeur est une personne morale, la ou les personnes physiques...

Au cas où cette gestion ... ".

Article 6.

Eu égard aux différentes hypothèses prévues dans cet article, il s'indique d'en rédiger le début comme suit :

"Les licences visées à l'article 2 peuvent, suivant les cas, être refusées, suspendues ou retirées ... ".

.../...

Au b, il y a lieu de compléter le texte de la manière suivante : "si le demandeur ou le titulaire d'une licence ... ".

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée pour le a et le c.

Article 7.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, c'est par erreur que le mot "transfert" figure dans cet article. Ce mot doit être omis.

Il est proposé de rédiger l'article 7 comme suit :

"Article 7.-

Toute décision relative à l'octroi, à la suspension ou au retrait des licences fait l'objet d'une publication par extrait au Moniteur belge".

Article 8.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les mesures d'exécution qui ne concernent qu'une activité ne doivent être soumises qu'à la consultation du comité qui comprend les représentants de la profession ou de l'activité intéressée.

Afin d'exprimer avec plus de clarté l'intention du Gouvernement à ce sujet, il est proposé de rédiger le début de l'alinéa 2 comme suit :

"Ces comités consultatifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de donner ... ".

.../...

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "par comité" sont superflus et doivent être omis.

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée pour l'article 8.

Article 9.

Cet article donne au Roi le pouvoir de fixer les taux de rémunération des activités soumises à licence.

Quand le Roi use de ce pouvoir, Il peut déterminer, soit des taux maximaux et minimaux, soit des taux maximaux, soit des taux minimaux.

L'article 5 de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial dispose à l'alinéa 1er :

"L'affréteur a droit à une commission qui, à défaut de stipulation, sera équivalente à 5 p.c. du fret. Elle ne pourra en aucun cas dépasser 10 p.c. du fret".

L'article 9 du projet se borne à donner au Roi certains pouvoirs. Il n'abroge ni ne modifie l'article 5 précité, et n'habilite pas le Roi à le faire.

Si l'intention du Gouvernement était de soumettre au Parlement un projet de loi dans lequel le Roi trouverait le pouvoir de fixer, pour les affréteurs fluviaux, un taux de rémunération qui serait éventuellement supérieur au maximum fixé par l'article 5 de la loi du 5 mai 1936, il serait nécessaire qu'une disposition expresse autorise le Roi à déroger à l'article 5 précité.

.../...

Il suffirait, à cet égard, de compléter l'article 9 du projet par un alinéa 2 qui pourrait être rédigé comme suit :

"Il peut être éventuellement dérogé à l'article 5 de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial".

+

+ +

En disposant que la fixation des taux de rémunération "peut" consister en la détermination de taux maximaux ou minimaux, le projet semble laisser au Roi le choix d'une autre fixation des taux de rémunération. Selon les explications du fonctionnaire délégué, les taux de rémunération ne pourront être fixés que par la détermination des taux maximaux et minimaux.

Afin d'exprimer avec plus de clarté l'intention du Gouvernement, il est proposé de rédiger l'article 9 comme suit :

"Article 9.-

Le Roi peut fixer des taux de rémunération pour les activités soumises à licence en vertu de la présente loi, en déterminant soit les taux maximaux et minimaux, soit les taux maximaux, soit les taux minimaux des rémunérations ... ".

+

+ +

.../...

Dans la troisième phrase de cet article, il y a discordance entre la version française et la version néerlandaise, le terme "overdracht" ne correspondant pas au terme "remises". Il y a lieu de rédiger la version néerlandaise comme suit :

"Op de vastgestelde vergoedingen mag geen korting of restorno worden toegestaan dan in de gevallen en onder de voorwaarden bij koninklijk besluit bepaald".

Article 10.

Eu égard à l'observation faite au sujet de l'article 5, il y aurait lieu de compléter cet article par une disposition relative au cautionnement.

Le 4° concerne les transferts des licences. Pour les mêmes motifs qu'à l'article 7, il y a lieu d'omettre cette disposition.

L'article 10 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi détermine :

1° les règles concernant les modalités de constitution, d'affectation et de restitution du cautionnement prévu à l'article 5, au besoin en dérogeant aux règles du droit commun ;

2° ... (article 10, 1°) ... ;

.../...

3° ... (article 10, 2°) ... ;

4° ... (article 10, 3°) ... ;

5° ... (comme au projet) ... ;

6° ... (comme au projet) ... ".

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée.

Article 11.

A l'alinéa 1er, le mot "mesures" devrait être remplacé par "décisions".

Voir, pour le surplus, la version néerlandaise proposée.

Articles 12 et 13.

Voir la version néerlandaise proposée.

Het wetsontwerp heeft tot doel,de Koning ertoe te machtigen het bezit van een vergunning te eisen voor het uitoefenen van bepaalde beroepen van tussenpersoon op het gebied van het goederenvervoer.

Het doelt uitdrukkelijk op en geeft een definitie van de beroepen van vervoercommissionair, vervoermakelaar en commissionair-expediteur bij het vervoer. Ook voor het uitoefenen van andere werkzaamheden van tussenpersoon op het gebied van het vervoer zal de Koning het bezit van een vergunning kunnen eisen.

De vergunning zal maar worden verleend als voldaan is aan voorwaarden welke de Koning bepaalt na het advies van raadgevende comités te hebben ingewonnen.

Die voorwaarden betreffen hetzij de aanvrager zelf of de persoon die met het beheer van de onderneming belast is, zoals de voorwaarden in verband met het niet-bestaan van bepaalde veroordelingen of in verband met de beroepsbekwaamheid, hetzij de onderneming, zoals de voorwaarden in verband met de uitrusting van de lokalen waar het beroep wordt uitgeoefend,of de financiële mogelijkhede

De vergunning kan in de gevallen welke het ontwerp bepaalt, geweigerd, geschorst of ingetrokken word volgens een door de Koning vast te stellen procedure die de rechten van de verdediging vrijwaart en een administr beroep openstelt.

De raadgevende comités geven advies zowel o het verlenen als over het weigeren of intrekken van vergunningen.

.../.

De Koning kan bovendien :

1° onder de in het ontwerp bepaalde voorwaarden vergoedingstarieven vaststellen voor de werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is ;

2° allerlei maatregelen voorschrijven die in het ontwerp zijn opgegeven : statistische gegevens, onderzoeks- en controlemaatregelen, bedrag van de retributies te innen ten bate van de Staat, enz. ...

Ten slotte stelt het ontwerp straffen los van de administratieve sancties, en regelt het de opsporing en de vaststelling van overtredingen.

\+

\+ \+

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Opschrift.

Voor het opschrift wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Ontwerp van wet betreffende de beroepen van tussenpersoon op het gebied van het goederenvervoer".

.../...

Artikel 1.

In de tekst onder 3° leze men bij voorkeur : "... elke natuurlijke of rechtspersoon die, tegen vergoeding, de verbintenis aangaat ...".

Het eerste lid van dit artikel leze men dan als volgt :

"Artikel 1.-

Deze wet verstaat onder :

1° vervoercommissionair, ... ;

2° vervoermakelaar, (...) van een vervoerovereenkomst, en die, ingeval hij bij het sluiten van die overeenkomst optreedt, dit slechts doet in de hoedanigheid van ... ;

3° commissionair-expediteur bij het vervoer, elke natuurlijke of rechtspersoon die, tegen vergoeding, de verbintenis aangaat goederen te doen vervoeren in eigen naam maar voor rekening van zijn committent, en een of meer met dat vervoer samenhangende verrichtingen, zoals het in ontvangst nemen, het bezorgen aan derden-vervoerders, het opslaan, de verzekering en het in- en uitklaren, uit te voeren of te doen uitvoeren".

+
+ +

.../...

Het laatste lid kan, zonder dat de strekking ervan wordt gewijzigd, beter als volgt worden gelezen :

"Vergoeding in de zin van deze wet omvat ieder rechtstreeks of onrechtstreeks voordeel in speciën of in natura".

Artikel 2.

In het eerste lid vervange men de woorden "afgeleverd overeenkomstig de uitvoeringsmaatregelen van artikel 4" door "afgegeven overeenkomstig artikel 4".

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid.

Het eerste lid van dit artikel leze men dan als volgt :

"Artikel 2.-

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de uitoefening van de werkzaamheden die hierboven omschreven zijn als die van vervoercommissionairs, vervoermakelaars en commissionairs-expediteurs bij het vervoer, afhankelijk stellen van het bezit van een vergunning, die wordt afgegeven overeenkomstig artikel 4".

\+

\+ \+

Krachtens het tweede lid kan de Koning het bezit van een vergunning eisen voor het uitoefenen van andere werkzaamheden als tussenpersoon op het gebied van het vervoer dan in artikel 1 bedoeld zijn.

.../...

Beperkingen van de vrije uitoefening van een beroep worden in beginsel en traditioneel geregeld door de wetgever, die dan ook dient te oordelen of 's Konings bevoegdheid in zo ruime mate mag worden uitgebreid.

\+
\+ *

Voorgesteld wordt,het derde lid als volgt te lezen :

"De Koning kan bovendien, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor elke werkzaamheid of elk geheel van werkzaamheden voor welker uitoefening een vergunning vereist is, de titels of benamingen vaststellen waarvan het gebruik, in welke vorm ook, alleen aan de houders van die vergunning zal worden toegestaan".

Artikel 3.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 3.-

De commissionair-expediteur bij het vervoer kan in eigen naam geen goederenvervoer voor rekening van committenten doen verrichten zonder vooraf de vergunning te hebben verkregen waarvan het bezit aan vervoercommissionairs mocht zijn voorgeschreven" .

Artikel 4.

In dit artikel behoort de wetgever zelf de overheid aan te wijzen die bevoegd is om de voor de uitoefening van een beroep vereiste vergunning te verlenen, te schorsen en in te trekken.

.../...

Wordt op deze wenk ingegaan, dan moet het eerste lid als volgt worden gelezen :

"De in artikel 2 bedoelde vergunningen worden verleend, geweigerd, geschorst of ingetrokken door ... , onder de voorwaarden en volgens de procedure welke de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit vaststelt".

Het tweede lid van dit artikel leze men als volgt :

"Deze procedure moet de rechten van de verdediging vrijwaren, inzonderheid het recht voor de betrokkene om in geval van weigering, schorsing of intrekking van de vergunning over een administratief beroep te beschikken en om persoonlijk of door een lasthebber die houder is van de stukken, zijn verweermiddelen te laten gelden voor de in artikel 8 bedoelde raadgevende comités ".

Artikel 5.

Dit artikel heeft betrekking op de voorwaarden die de Koning aan het verlenen van een vergunning kan verbinden. Ze betreffen hetzij de aanvrager zelf of degene aan wie de vergunning zal worden afgegeven (1°), hetzij de onderneming (2°).

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zijn die voorwaarden op beperkende wijze opgesomd.

.../...

Onder 1°, a, zijn de woorden "voor misdaad of wanbedrijf tegen de openbare trouw of wegens bedriegerij" te vaag. Bedoelt de Regering te verwijzen naar de misdrijven die in het Belgisch Strafwetboek voorkomen in de delen betreffende die aangelegenheden, zoals zij gedaan heeft voor het hotelwezen (wet van 19 februari 1963) en voor de reisbureaus (wet van 21 april 1965), dan zou zij dat moeten doen in een tekst naar het voorbeeld van die wetsbepalingen.

Onder 2° is bepaald dat voorwaarden kunnen worden opgelegd hetzij in verband met de financiële mogelijkheden van de onderneming, hetzij in verband met de borgstelling.

De wijze waarop de borgtocht moet worden gesteld of teruggegeven, heeft niets uit te staan met de voorwaarden voor toekenning van de vergunning. Daarom ware het verkieslijk, de bepalingen betreffende de borgtocht in artikel 10 onder te brengen. Mocht de Regering het anderzijds zo bedoelen, dat de Koning, wat de borgtocht betreft, kan afwijken van de regels van het gemeen recht, dan zou in die afwijking uitdrukkelijk moeten worden voorzien zoals gedaan is in de wet van 21 april 1965.

Met inachtneming van deze opmerking, kan artikel 5 als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

Voor het verlenen van de vergunning mogen alleen de volgende voorwaarden worden gesteld :

.../...

1° wat de vergunningaanvrager betreft, als hij een natuurlijke persoon is :

a) het niet-bestaan van veroordelingen in België of in het buitenland, wegens ... (zie ontwerp) ... of wegens overtreding van de besluiten tot uitvoering van deze wet ;

b) de verplichting een praktische proeftijd te hebben doorgemaakt, tenzij de werkzaamheid waarvoor die vergunning wordt verleend, gereglementeerd is ter ... (zie ontwerp) ... ;

c) in voorkomend geval, de overlegging van het getuigschrift, afgegeven ter uitvoering ... (zie ontwerp) ... ;

2° wat de onderneming betreft :

a) voorwaarden in verband met de lokalen waar de werkzaamheden waarvoor de vergunning wordt verleend, worden uitgeoefend ;

b) voorwaarden in verband met hetzij de financiële mogelijkheden, hetzij met het stellen van een borgtocht. Wanneer de aanvrager een rechtspersoon is, moeten de natuurlijke persoon of personen ...

Indien dit beheer ... in het vorige lid, beschikt de rechtspersoon over een termijn van zes maanden voor het nakomen van het bepaalde in deze wet en in de besluiten tot uitvoering ervan".

Artikel 6.

Gelet op de verschillende hier bedoelde gevallen, beginne men het artikel als volgt :

"De in artikel 2 bedoelde vergunningen kunnen, naar gelang van het geval, geweigerd, geschorst of ingetrokken worden ...".

Onder a leze men : "Wanneer de krachtens artikel 4 vastgestelde voorwaarden ...".

Onder b leze men : "Wanneer de aanvrager of de houder van een vergunning ... ".

Onder c leze men : "Wanneer de krachtens artikel 9 vastgestelde vergoedingstarieven niet in acht worden genomen".

Artikel 7.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, staat hier bij vergissing het woord "overdracht". Het moet worden geschrapt.

Voorgesteld wordt, artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

Iedere beslissing betreffende het verlenen, schorsen of intrekken van vergunningen wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

Artikel 8.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard moeten de uitvoeringsmaatregelen die op slechts één werkzaamheid betrekking hebben, alleen worden voorgelegd aan het comité dat uit de vertegenwoordigers van het betrokk beroep of de betrokken werkzaamheid is samengesteld.

Ten einde de bedoeling van de Regering op d punt duidelijker tot uiting te brengen, beginne men he tweede lid als volgt :

"Die raadgevende comités hebben, ieder op zijn gebied, tot opdracht ...".

Aan het slot van het eerste lid moeten de woorden "per comité" als overbodig vervallen.

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen leze men artikel 8 als volgt :

"Artikel 8.-

De Koning richt raadgevende comités op, samengesteld uit vertegenwoordigers van de representatieve beroepsorganisaties, waarvan de leden de beroepen of werkzaamheden bedoeld in de artikelen 1 en 2 uitoefenen, en uit een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort.

Die raadgevende comités hebben, ieder op zijn gebied, tot opdracht :

1° advies uit te brengen over de maatregelen tot uitvoering van deze wet ;

2° advies uit te brengen over andere problemen in verband met de betrokken economische sectoren ;

3° een gemotiveerd advies uit te brengen inzake toekennin weigering, schorsing of intrekking van de vergunninger

Telkens wanneer de raadgevende comités adviez als bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, moeten uitbren kunnen zij worden aangevuld met vertegenwoordigers van representatieve beroepsorganisaties van vervoerders en gebruikers ; de vertegenwoordigers van de in het eerst bedoelde organisaties dienen nochtans in de meerderhe te blijven.

Voor het volbrengen van de taak die in he lid,3°, aan de raadgevende comités is opgedragen, ka Koning in de comités zoveel afdelingen oprichten al categorieën van vergunningen zijn".

Artikel 9.

Dit artikel machtigt de Koning tot het vaststellen van de vergoedingstarieven voor de werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is.

Als de Koning dat doet, kan hij ofwel de hoogste en de laagste, ofwel de hoogste, ofwel de laagste bedragen vaststellen.

Artikel 5 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting bepaalt in het eerste lid :

"De bevrachter heeft recht op een commissieloon dat, bij gebrek van bepaling, gelijk is aan 5 t.h. van de vracht. Het mag in geen geval 10 t.h. van de vracht overschrijden".

Artikel 9 van het ontwerp beperkt zich tot het verlenen van bepaalde bevoegdheden aan de Koning. Het heft genoemd artikel 5 niet op, wijzigt het niet en machtigt de Koning niet om het te doen.

Mocht de Regering voornemens zijn aan het Parlement een wetsontwerp voor te leggen dat de Koning bevoegdheid zou verlenen om voor de rivierbevrachters een vergoedingstarief vast te stellen dat eventueel hoger zou liggen dan het in artikel 5 van de wet van 5 mei 1936 bepaalde maximum, dan zou een uitdrukkelijke bepaling de Koning moeten toestaan van dat artikel 5 af te wijken.

.../...

Daartoe zou het voldoende zijn, artikel 9 van het ontwerp aan te vullen met een tweede lid, als volgt :

"Eventueel kan worden afgeweken van artikel 5 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting".

\+
\+ +

Waar het ontwerp zegt dat bij het vaststellen van de vergoedingstarieven de hoogste of de laagste bedragen "kunnen" worden bepaald, lijkt het ontwerp de Koning de keuze te laten om de vergoedingstarieven op nog een andere wijze vast te stellen. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, kunnen de vergoedingstarieven alleen worden vastgesteld door het bepalen van de hoogste en de laagste bedragen.

Ten einde de bedoeling van de Regering duidelijker weer te geven, stelle men artikel 9 als volgt :

"Artikel 9.-

De Koning kan vergoedingstarieven vaststellen voor de werkzaamheden waarvoor krachtens deze wet een vergunning vereist is, door het bepalen van ofwel de hoogste en de laagste, ofwel de hoogste, ofwel de laagste bedragen van de vergoedingen".

\+
\+ +

In de derde volzin van dit artikel beantwoordt "overdracht" niet aan het Franse "remises". Men leze die volzin als volgt :

.../...

"Op de vastgestelde vergoedingen mag geen korting of restorno worden toegestaan dan in de gevallen en onder de voorwaarden bij koninklijk besluit bepaald".

Artikel 10.

Gelet op de opmerking die bij artikel 5 gemaakt is, dient artikel 10 te worden aangevuld met een bepaling betreffende de borgtocht.

De tekst onder 4° heeft betrekking op de overdracht van de vergunningen. Om dezelfde redenen als bij artikel 7 zijn opgegeven, dient deze bepaling te vervallen.

Artikel 10 kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

Bij in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning :

1° de regelen betreffende de wijze waarop de in artikel 5 bedoelde borgtocht wordt gesteld, gebruikt en teruggegeven, desnoods in afwijking van de regelen van het gemeen recht ;

2° ... (artikel 10, 1° ...);

3° ... (artikel 10, 2° ...);

4° ... (artikel 10, 3°...);

5° ... (zoals in het ontwerp) ... ;

6° ... (zoals in het ontwerp) ... " .

.../...

De tekst onder de aldus gewijzigde nummers (2° tot 6°) leze men als volgt :

"2° de statistische gegevens, te verstrekken door de natuurlijke en rechtspersonen die werkzaamheden uitoefenen waarvoor op grond van deze wet vergunning vereist is ;

3° de onderzoeks- en controlemaatregelen waaraan de aanvragers en de houders van een vergunning onderworpen kunnen worden. Het uitvoeren van die controlemaatregelen die ten doel hebben na te gaan of de houders hun verplichtingen op het gebied van het vervoer nakomen, kan inzonderheid het recht impliceren om kennis te nemen van de boeken en andere bedrijfsdocumenten op de wijze vastgesteld door het in dit artikel voorgeschreven reglement ;

4° Het bedrag van de retributies, ten bate van de Staat of van erkende of aangewezen organen te innen als deelname in de kosten van administratie, controle en toezicht die uit de toepassing van deze wet voortvloeien ;

5° de overgangsbepalingen betreffende de toepassing van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan ;

6° de maatregelen tot vrijstelling ten gunste van publiekrechtelijke ondernemingen en ten gunste van echtgenoten en kinderen van degenen die tot hun overlijden regelmatig een of meer werkzaamheden hebben uitgeoefend waarvoor op grond van deze wet vergunning vereist is, of die, na dergelijke werkzaamheden regelmatig te hebben uitgeoefend, ze niet kunnen voortzetten wegens invaliditeit".

.../...

Artikel 11.

In het eerste lid leze men : "Onverminderd de beslissingen tot weigering, schorsing en intrekking van de vergunningen ...".

Overeenkomstig de gebruikelijke terminologie, stelle men de rest van het artikel als volgt : "... wordt overtreding van de besluiten tot uitvoering van deze wet gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met een van die straffen alleen.

Zij die volgens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, zijn gehouden tot het betalen van de geldboete.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn op deze misdrijven van toepassing".

Artikel 12.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 12.-

Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, zijn het personeel van de Rijkswacht, de ambtenaren en agenten van de plaatselijke politie en de ambtenaren en beambten door de Koning te

.../...

dien einde aangewezen op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, ermede belast de overtredingen van de besluiten tot uitvoering van deze wet op te sporen en bij proces-verbaal vast te stellen.

Deze processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel. Zij worden aan de ambtenaar van het openbaar ministerie doorgezonden en een afschrift ervan wordt binnen vier werkdagen na de vaststelling van de overtreding gezonden aan de overtreder en aan de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, dit alles op straffe van nietigheid".

Artikel 13.

Het tweede lid leze men als volgt : "De Koning kan de inwerkingtreding van artikel 8 evenwel vaststelle op een datum vóór die welke hij voor de inwerkingtredin van de overige bepalingen van de wet zal vaststellen".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON,

G. DE LEUZE, greffier adjoint,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

staatsraad, voorzitter

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.